



L'Atlas des crises et des conflits

Pascal Boniface, directeur de l'IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques), et **Hubert Védrine**, ancien ministre des Affaires étrangères et associé gérant d'Hubert Védrine Conseil, sont venus présenter leur récent ouvrage commun, *L'Atlas des crises et des conflits*, à la Maison de l'Europe de Paris (MEP), le **13 octobre 2009**, lors d'une conférence-débat animée par **Catherine Lalumière**, présidente de la MEP.

Pascal Boniface a commencé par présenter l'Atlas et sa structure. Dans la première partie qui porte sur « **les causes** », un certain nombre de facteurs de crise sont passés en revue, tant des critères classiques (ex : course à la territorialité, rôle de l'Etat) que des facteurs plus contemporains (ex : raréfaction des ressources).

La deuxième partie, qui porte sur « **les conflits** », rentre au coeur du sujet et constitue le socle de l'Atlas. les différentes crises sont abordées autour de trois axes :

- « **Les origines** » : dans le traitement des crises par les media, on est souvent envahi d'informations factuelles, de chiffres, etc., or il s'agit ici de rappeler aussi les origines historiques de la crise.

- « **La situation actuelle** » : cette sous-partie vise à faire un état des lieux, une photographie des dernières évolutions de la crise (forces en présence, développement récents, etc.)

- « **Les scénarios** » : les auteurs ont choisi de faire plusieurs scénarios. Cela était nécessaire car il est impossible d'anticiper précisément tous les paramètres d'évolution d'une crise.

Pour la plupart des conflits, il y a ainsi deux, voire trois, maximum quatre scénarios possibles, selon un cocktail assez compliqué d'impulsions extérieures, de dynamiques intérieures et d'arbitrage des différentes puissances. Chaque crise est traitée en fonction de ses caractéristiques spécifiques, mais trois scénarios de base reviennent fréquemment dans l'Atlas: stagnation/statu quo, aggravation (parfois spectaculaire), sortie de crise (tout au moins processus de solution.)

Ce travail de scénario est risqué parce que les choses évoluent vite. Par exemple, récemment, il y a eu un accord signé entre la Turquie et l'Arménie, indicateur d'un apaisement des tensions. Un scénario d'évolution positive vers une sortie de crise avait bien été envisagé dans le cas du différend turco-arménien : « *le rapprochement turco-arménien se poursuit, encouragé par les Etats-Unis, et un débat national s'ouvre en Turquie sur la question du génocide – ou des massacres – de 1915...* ».

Pour traiter les différents conflits, les auteurs se sont livrés à un découpage géographique (Europe, Afrique, Asie), à une exception près, ce qu'on appelle l'arc des crises¹. Il s'agit de l'étendue géographique qui va du Proche-Orient à l'Afghanistan. On ne peut pas parler de *région* au sens géographique du terme, mais il s'agit d'un ensemble qui a une logique propre,

¹ Expression employée par Zbigniew Brzezinski pour la 1ère fois en 1979.

une matrice particulière. Cet arc concentre un certain nombre de crises qui interagissent et dont l'intensité est constante : les bonnes nouvelles concernant un conflit restent isolées alors que les mauvaises nouvelles ont des conséquences directes sur les autres conflits.

Dans la troisième partie, intitulée « **les scénarios d'avenir** », sont analysés différents facteurs et acteurs qui peuvent jouer un rôle dans la résolution des conflits de manière globale. La donne a changé avec l'élection d'Obama et pourtant, à l'épreuve des faits, on constate bien qu'il n'a pas de baguette magique et ne peut pas, quels que soient sa bonne volonté, son talent et son intelligence, résoudre tous les conflits. D'autres puissances qui influent plus ou moins directement sur l'évolution des conflits sont passées en revue (Europe, Chine, Russie). Il y a aussi, dans cette partie, une interrogation sur le rôle de l'opinion publique, qui devient un facteur de plus en plus structurant des relations internationales dans la mesure où le soutien des opinions est indispensable pour mener une action internationale.

Hubert Védrine a ajouté quelques remarques à cette présentation. La philosophie générale est d'essayer d'introduire de la rationalité, de la logique et de l'objectivité à l'heure où, dans les logiques médiatiques, les communicants ont fréquemment recours au coefficient émotionnel, ce qui aboutit dans l'approche des enjeux internationaux à une forme d'océan d'hystéries et de dictature émotionnelle. Les gens sont bombardés d'informations, ce qui rend inintelligible ce qui se passe dans le monde.

De plus, dans l'approche des relations internationales, il y a une tendance à utiliser des concepts creux, ou tout au moins très ambigus. Quelques exemples :

- Il arrive d'entendre dans la même phrase : « *la communauté internationale condamne avec la plus grande fermeté tel évènement, mais la Russie et la Chine sont contre* ». Un tel propos n'a pas de sens et on fait en l'espèce un amalgame entre la communauté internationale et les Occidentaux. On ne peut parler de communauté internationale que si les cinq membres permanents du Conseil de sécurité se mettent d'accord sur quelque chose.
- Les gens commencent à parler du G20 comme d'un gouvernement mondial, ce qui là encore est un non-sens. L'existence du G20 est seulement la preuve que les Occidentaux ne peuvent plus gérer le monde seuls.
- On parle de « Nations Unies » mais en réalité l'ONU est une salle, l'endroit où les nations se réunissent, et non pas s'unissent. L'ONU est le lieu où la compétition se poursuit, mais toutefois avec des règles codifiées, organisées, plus civilisées.

Le débat

Un échange avec les très nombreux auditeurs a permis de soulever un certain nombre d'interrogations sur différents conflits contemporains et leurs perspectives d'évolution.

Voici, tout d'abord, les réponses d'**Hubert Védrine** :

• Sur la thèse de la fin des Etats

Le but de l'ouvrage est d'analyser dans toutes les crises la combinaison d'un certain nombre de facteurs. Toutefois l'Atlas insiste sur le rôle des Etats, non pas parce que l'Etat se substitue aux autres forces en jeu, mais plutôt pour critiquer et contester certains courants de pensée qui ont ou postulent encore la fin des Etats. On peut évoquer notamment les ultra-libéraux qui considèrent que la dérégulation aboutit à un dépassement de l'Etat et à une autorégulation par le marché. Il y a également ce que l'on pourrait appeler le courant « lib-lib » (libertaire, libéral) qui conteste le rôle de l'Etat et de ses structures organisées de manière verticale (armée, justice, éducation, etc.).

Et puis, il y a eu aussi la croyance européenne dans la possibilité de construire une Europe forte, non pas en confédérant ou en fédérant les nations, mais en les dépassant. Ainsi, dans le

processus de construction européenne, on a cherché à discréditer les Etats-Nations : par exemple, on emploie fréquemment le terme d'égoïsmes nationaux, qui est une formule contestable, à laquelle il faut préférer celle d'intérêts nationaux, légitimes. Ceux-ci sont tout à fait compatibles avec la coopération européenne (ce ne sont pas des égoïsmes) et on voit bien que toute la machinerie européenne permet de surmonter certaines divergences d'intérêt.

• Sur la question des Etats forts

La plupart des gens associent systématiquement les crises à l'existence d'un Etat trop fort et répressif. C'est évidemment une partie du sujet, mais a contrario, c'est aussi la faiblesse des Etats qui attise souvent la violence au sein des sociétés. En effet, dans de nombreux cas, les Etats sont à la fois trop répressifs et en même temps incapables d'assumer leurs fonctions sociales de base.

• Sur les Etats-Unis

Dans les « scénarios d'avenir », les Etats-Unis resteront le premier des acteurs pendant encore très longtemps, même s'ils exercent désormais un leadership relatif. Aucune puissance ne pourra rivaliser avec le *soft power* américain avant très longtemps.

Le rayonnement des Etats-Unis a été renforcé par l'élection de Barack Obama. L'Europe a été complètement ébahie que les Américains soient capables d'élire un Noir, en l'occurrence un métis. Mais plus encore, ce qui a marqué profondément, c'est que les Américains ont été capables d'élire un intellectuel.

Est-ce qu'il y aura un G2 ? En effet, la Chine fait désormais jeu égal avec les Etats-Unis en termes statistiques (niveau de PNB), mais il y a toujours un déséquilibre en termes de production de richesse par habitant. La Chine serait sans doute contente, en attendant mieux, d'être reconnue comme le partenaire du G2, mais les Etats-Unis n'accepteront jamais de trop s'enfermer dans la relation chinoise, afin de pouvoir garder toute la gamme des possibilités d'intervention qu'ils ont partout dans le monde.

• Sur les pays émergents

Que veulent les émergents ? Il est difficile de véritablement savoir : veulent-ils simplement prendre leur place mécaniquement en s'enrichissant ? Ou veulent-ils prendre leur revanche ? Vont-ils s'allier momentanément contre les pays dominants ? Quoi qu'il en soit, il convient de rappeler que dans le monde actuel, les relations internationales sont, encore maintenant, caractérisées par deux grands structurants historiques : d'une part, la Seconde guerre mondiale et, d'autre part, l'affaire coloniale. Celle-ci est considérée comme dépassée par une grande partie des opinions occidentales alors que ce n'est pas le cas pour les pays qui ont autrefois subi l'impérialisme colonial. Ainsi, pour les Chinois, la longue période des traités inégaux, la guerre de l'opium, etc., restent extrêmement d'actualité. Il y a donc aussi un nationalisme plus ou moins dur selon les pays et selon les acteurs, dont il faut surveiller l'évolution. Face aux émergents, les Occidentaux sont obligés de gérer non pas la perte mais la relativisation de leur puissance.

• Sur le rôle des opinions publiques

Il faut avoir le courage de dire que le rôle qu'elles jouent n'est pas toujours positif. Cela ne veut pas dire qu'il faut revenir aux diplomaties secrètes et cachées, autrement dit infaisables. Mais cela veut dire que l'adoration ébahie pour la transparence est à relativiser. Il y a des mécanismes d'opinion qui ne vont pas dans le sens d'un processus de sortie de crise. Si on prend l'exemple Turquie-Arménie : les dirigeants ont eu un courage phénoménal car ils sont allés à l'encontre de leurs opinions publiques, et cela est d'ailleurs encore plus marqué dans les diasporas. En l'espèce, le politique a précédé les mentalités.

• Sur le clash des civilisations

Il ne faut pas faire l'autruche sur ce sujet-là. Les gens qui contestent cette théorie sous prétexte qu'elle est terrifiante, affreuse, abominable, se trompent. Il faut reconnaître le risque si on veut l'empêcher. On peut trouver cela déplorable, mais cela ne doit pas empêcher de réfléchir. Si on veut enrayer le clash Islam-Occident, qui ne dure que depuis quelques siècles, il faut être clairvoyant au départ pour désamorcer les phénomènes et avoir des politiques moins absurdes.

• Sur l'Iran

Les scénarios sont ouverts. Tout d'abord, on peut considérer que la politique de main tendue d'Obama porte ses fruits car cela semble avoir déstabilisé le régime. En effet, la façon dont les dirigeants ont fait réélire Mahmoud Ahmadinejad au premier tour peut être interprétée comme un signe de panique face à cette politique d'ouverture. Après il faut voir comment évolueront les choses. On peut avancer l'idée que si le régime est divisé et affaibli, il se crispera, se fermera et deviendra plus agressif, ce qui aura pour effet d'interrompre tout dialogue. Il s'agit là d'une hypothèse sur une multiplicité de scénarios possibles.

• Sur l'Union européenne

Les Européens n'ont pas véritablement de projet, c'est une évidence. Après 1945, ils s'en sont remis aux Etats-Unis. Pendant 40 ans, depuis la sortie de la France des structures militaires intégrées de l'OTAN jusqu'à sa récente réintégration, les Européens n'ont pas saisi l'occasion pour réellement bâtir un pôle, quelque chose qui ne soit pas agressif mais véritablement un partenariat construit. Dans la configuration actuelle, on perd énormément de temps en discussions, en gadgets institutionnels.

Par ailleurs, il y a un vrai problème mental en Europe, les Européens persistent à croire qu'ils vivent dans un monde post-tragique et post-historique. L'Union européenne s'emploie à valoriser son *soft power*, considérant ce paradigme comme l'avenir de l'humanité, mais la réalité est qu'elle n'a pas d'autre attribut de puissance. Les Européens ne se rendent pas compte que dans la bagarre multipolaire, si on veut défendre nos intérêts et nos valeurs, si on veut avoir une position influente (notamment par rapport à la Russie, la Chine et d'autres) alors, il faut bâtir une politique qui soit autre chose que du *soft power*.

Un moyen de remédier à ce défaut de poids stratégique serait que les trois ou quatre grands pays d'Europe passent un accord pour qu'ensuite le système suive. Cet accord doit porter sur des enjeux stratégiques-clés et s'inscrire dans le long terme : par exemple sur la politique russe dans les quinze ans à venir, ou encore sur les enjeux énergétiques.

• Sur la Géorgie et l'importance de la relation russo-américaine

Outre le statu quo, l'Atlas envisage un scénario plus optimiste : « *des garanties géorgiennes données aux provinces sécessionnistes permettent de régler le problème dans un cadre confédéral ; ce scénario, peu probable à court terme, n'est concevable que dans le cadre d'un accord plus large américano-russe et euro-russe* ».

Ce scénario sous-tend l'idée que d'ici quelques temps, un ou deux ans, Barack Obama va réussir à reconstruire une politique russe. Il a d'ailleurs déjà fait des gestes en remettant en cause le projet de bouclier anti-missile de Bush qui n'était pas justifié. Ainsi, on peut envisager qu'Américains et Russes se mettent à rediscuter. Dans le cadre d'une négociation globale, les Américains devraient faire valoir aux Russes que toute cette série de conflits gelés à leurs frontières est un handicap pour la Russie.

• Sur le rôle des grandes puissances dans les conflits

Aujourd'hui les leviers d'intervention pour les grandes puissances sont peu nombreux, et même pour les Etats-Unis. On peut prendre l'exemple d'Obama à l'égard du conflit israélo-palestinien. Alors que la colonisation est un frein considérable à l'amorce d'un règlement et qu'Obama a exhorté Netanyahou pour qu'il y remédie au plus vite, on voit bien que ce dernier n'a rien fait. Et pour cause, s'il le fait, il tombe en interne, cela tient au système électoral israélien. Aujourd'hui, les Etats-Unis n'ont pas les moyens d'être plus puissants que l'ensemble des autres, ils n'ont pas les moyens de faire absolument ce qu'ils veulent. Dans les conflits abordés dans l'Atlas, il n'y en a aucun qui soit inventé ou entretenu par ce que l'on appelait autrefois les grandes puissances, et il n'y en a aucun que les grandes puissances puissent régler d'elles-mêmes. En revanche, elles jouent un rôle important pour créer des dynamiques, des synergies.

Pascal Boniface a également répondu à plusieurs questions du public :

• Sur le rôle des opinions publiques

Les opinions ne constituent pas un facteur qui facilite forcément la résolution des conflits. Contrairement à une idée reçue, les opinions ne sont pas toujours pacifiques dans les pays démocratiques. Les pays démocratiques sont fréquemment en première ligne pour s'engager dans une guerre : ce sont les pays de l'OTAN, démocratiques, qui ont mené la guerre au Kosovo ; Israël n'est pas une dictature mais a pourtant engagé une guerre contre le Liban et contre Gaza. Les Alliés ne sont pas des régimes dictatoriaux mais ce sont bien eux qui ont lancé une guerre contre l'Irak.

On a vu récemment dans les événements de 2008-2009 à Gaza que de part et d'autre, tant chez les Palestiniens que chez les Israéliens, l'opinion publique était plutôt un facteur qui soutenait des logiques de militarisation qu'un acteur privilégiant la voie de la négociation. Ainsi, dans certaines circonstances géopolitiques, les opinions sont chauffées à blanc et jouent en cela un rôle d'aggravation du conflit. Donc, il faut parfois aller à l'encontre des opinions pour sortir d'une crise et trouver une solution pacifique.

• Sur l'hypothèse de troupes russes massées à la frontière lettone²

Il faut bien distinguer les nouvelles, les annonces et les faits réels. Et il faut se méfier du catastrophisme et des effets d'annonce. D'une manière générale, toutes les armées du monde élaborent des plans de guerre pour être en mesure de réagir à toute menace. Ce n'est pas parce que des plans existent que la guerre va se déclarer. En l'espèce, on ne peut se baser sur une seule source, il faut donc être prudent sur cette information. C'est d'autant plus important que c'est un facteur de crise que d'avancer des informations faussées ou non vérifiées, car cela suscite la méfiance et favorise un risque d'escalade.

En ce qui concerne les relations entre les pays baltes et la Russie, il ne faut pas avoir une vision manichéenne des choses : métaphore du grand méchant d'un côté et des petits gentils de l'autre. Dans la vie en général, et dans la vie internationale en particulier, il n'y jamais de situation où tous les torts sont d'un côté, où un parti serait immun de toute responsabilité. Le caractère complexe des relations entre les pays baltes et la Russie remonte à plus d'un siècle, il s'agit de griefs qui ont été traversés par l'Histoire (post-révolution bolchevique, pacte germano-soviétique, etc.) Il faut tenir compte des conditions dans lesquelles se sont faites les indépendances des pays baltes : d'un côté le sentiment de menace qu'avaient les pays baltes avec l'existence d'une population russe sur leurs territoires, de l'autre le même sentiment de

² Une auditrice est intervenue pour interroger Pascal Boniface sur ce qu'il fallait attendre de la présence de 12.000 soldats russes à la frontière lettone. Cette information, que nous ne pouvons bien sûr pas vérifier, lui avait été communiquée la veille à l'occasion d'une conférence à laquelle elle assistait en présence d'un représentant de l'OSCE et d'un représentant des autorités lettones.

menace qu'avaient ces populations russophones du fait d'être des citoyens de seconde zone dans leurs pays. Aujourd'hui, les droits nationaux des populations russophones des pays baltes ne sont pas pleinement respectés, ce qui empêche de cohabiter dans des conditions modérées.

• Sur le poids des dimensions ethnique et religieuse dans les conflits

Il serait absurde de nier le rôle des facteurs ethniques ou religieux dans certains conflits. Mais réduire ces mêmes conflits à ces seuls facteurs serait tout autant absurde. Dans chaque conflit, il y a une multitude de facteurs qui sont très souvent entremêlés, avec certains plus visibles que d'autres. On qualifie souvent d'ethniques des problèmes qui sont initialement sociaux et politiques, et qui ensuite se cristallisent sur le facteur ethnique. Prenons par exemple le conflit israélo-palestinien. Si on part du principe que c'est un conflit religieux (entre Juifs et Musulmans) ou un conflit ethnique (entre Arabes et Israéliens), alors on peut considérer que la guerre ne se terminera jamais, car il est certain qu'aucune des parties ne se convertira, et d'ailleurs aucune des parties ne réclame une telle condition. Certes, ce conflit a une dimension religieuse (enjeu des lieux saints), mais il est avant tout politique et territorial.

Souvent, dans l'approche des relations internationales, il y a cette tendance simpliste à résumer à un seul facteur un conflit dont les origines, et donc les paramètres de sortie de crise, sont multiples. De fait, si on réduit le conflit israélo-palestinien à sa dimension religieuse, on réduit en même temps le champ des solutions. Tandis que si on part du principe qu'il s'agit d'un conflit à la fois historique, politique, territorial, avec une dimension religieuse qui vient s'y greffer, avec également le jeu des puissances extérieures ou encore avec la dynamique des opinions publiques, alors dans ce cas on est mieux armé pour comprendre, et donc mieux positionné pour envisager des solutions tenant compte et intégrant l'ensemble des facteurs de crise.

• Sur l'intégration de la Turquie à l'Union européenne

Sous certaines conditions (critères de Copenhague en particulier) et selon un certain calendrier (plus d'une décennie), l'intégration de la Turquie apporterait une valeur ajoutée à l'Europe. La Turquie a une grande diplomatie. Par exemple, elle est un des rares pays capable de parler à Israël et au Hamas.

La condition pour envisager l'intégration de la Turquie est de remédier au scepticisme des opinions européennes. L'amélioration des relations entre l'Arménie et la Turquie peut à terme avoir un effet positif sur le regard que les Européens portent sur la Turquie. Le geste qu'a fait le président turc en se rendant en Arménie à l'occasion des éliminatoires de la Coupe du monde de football est un geste courageux, parce qu'il a agi contre les positions exprimées par son opinion publique.

• Sur le Sri Lanka

Etant donné la violence des événements récents qui ont marqué la victoire des forces gouvernementales contre les Tigres tamouls, toute solution de stabilité durable ne peut être envisagée que si l'actuel pouvoir tend la main aux Tamouls. Il ne faut pas que le gouvernement se laisse aveugler par sa victoire militaire : celle-ci ne servira à rien si elle n'est pas suivie par des initiatives politiques. Si le gouvernement ne met pas rapidement en place une véritable politique de réconciliation, les combats reprendront d'ici quelques temps.

• Sur l'Iran

L'enjeu est d'engager une négociation globale, ce que réclament les Iraniens depuis longtemps. Ils avaient proposé aux Etats-Unis des négociations globales à l'automne 2003, mais Bush avait interprété cette requête comme un aveu de faiblesse, et n'avait donc pas donné effet. Par la suite, les propositions de négociations faites aux Iraniens ne portaient que sur l'aspect nucléaire, ou alors sur l'Irak, et on suggérait aux Iraniens de se délaïsser de leurs atouts sans leur donner quoi que ce soit en échange.

Il faut garder à l'esprit que les Iraniens ont des motifs de griefs dans leur mémoire longue : non seulement les interventions britannique et russe du siècle dernier, mais surtout le renversement du régime démocratique de Mossadegh, ou encore la guerre Iran-Irak pour laquelle de nombreux pays, la France incluse, ont soutenu le pays qui était certes leur allié, mais qui, malgré cela, était l'agresseur au sens du droit international. Ainsi le grand paradoxe de l'Iran est qu'il fait peur à tout le monde mais qu'il a peur de tout le monde et qu'il a des raisons d'avoir peur de tout le monde.

Dans la crise iranienne, les dynamiques internes comptent pour beaucoup. Quand un pays est menacé, les citoyens vont vers leur gouvernement, quels que soient les griefs qu'ils peuvent avoir contre lui par ailleurs. Nul ne peut sérieusement prédire aujourd'hui comment les choses vont évoluer en politique intérieure iranienne alors que la population conteste de plus en plus le régime. Par ailleurs, les rappels à l'ordre internationaux servent le régime dans une certaine mesure car plus il y a de menaces provenant de l'extérieur, et plus cela tétanise l'opposition et la dissuade de s'exprimer, en Iran comme ailleurs, pour ne pas attiser les facteurs de crise.

Concernant l'hypothèse d'un Iran nucléaire, la dissuasion jouerait. Ce n'est pas parce que Mahmoud Ahmadinejad a fait des déclarations inacceptables sur Israël que l'Iran utiliserait dans les faits l'arme nucléaire contre Israël. Tout simplement parce que s'ils le faisaient, vu la disproportion de la dissuasion entre les deux pays, ce serait l'Iran qui serait rayé de la carte. L'argument de dire que les dirigeants iraniens ne sont pas rationnels consiste à confondre le partage des valeurs et l'irrationalité. De toute façon, pour Ahmadinejad comme pour les tenants du régime, le but est de se maintenir au pouvoir. Or pour cela, on ne peut que leur conseiller de ne pas lancer une bombe nucléaire sur Israël.

• Sur la marge de manoeuvre des Etats-Unis dans le conflit israélo-palestinien

Barack Obama a fait un discours très apprécié et très encourageant au Caire, mais ce n'est qu'un discours. Et là, il va falloir rentrer dans les faits. On l'a vu, la demande de gel de la colonisation, qui n'est tout de même pas excessive, a subi une fin de non-recevoir côté israélien. On verra par la suite si Obama prendra les risques qu'a pris George Bush père en durcissant le ton, avec les conséquences en politique intérieure américaine que cela peut avoir. On peut penser que pour prématuré qu'il soit, le prix Nobel de la paix peut être une incitation et une légitimité supplémentaire pour le faire. Les jurys du Nobel avaient sans doute plus en tête le Proche-Orient que le désarmement nucléaire ou le non-déploiement des missiles anti-missiles en République tchèque et en Pologne lorsqu'ils ont attribué le prix à Barack Obama : il lui a été décerné pour service à venir plutôt que pour service rendu.

(Synthèse : Sarah Lacarrière, chargée de recherche à l'IRIS, octobre 2009)

Hubert Védrine et Pascal Boniface réitèrent l'expérience de l'Atlas. Ils sont partis d'un constat simple : en dehors de tous les discours véhiculés sur la communauté internationale, il y a une permanence des conflits. Comme le précédent, cet atlas vise à donner des clés de compréhension d'un sujet complexe sous un format facile à aborder. Ce nouvel atlas est le produit d'une volonté de compléter le précédent, *L'Atlas du monde global*, qui visait à mettre en perspective un certain nombre de concepts et d'enjeux. Sa caractéristique originale était sa rubrique « le monde vu par », qui mettait en avant les perceptions et vulnérabilités des différents acteurs. *L'Atlas des crises et des conflits* s'inscrit dans la continuité de ce travail, car on ne peut appréhender une crise sans tenir compte des perceptions de chacun des acteurs du conflit.

Les auteurs ont choisi de s'intéresser aux crises qui ont des incidences internationales, ce qui les a conduits à ne pas tenir compte dans cet ouvrage des crises infra étatiques. Les différents conflits sont traités de manière pédagogique, avec des cartes claires et précises qui permettent d'illustrer la réflexion pour chaque crise.

(Coédité par Fayard et Armand Colin, octobre 2009).